

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIDL

ZA de la Planchette
1 rue Georges Pawlak
57645 Ogy-Montoy-Flanville

Références : OGY MONTROY FLANVILLE_LIDL_2025-07-03_RAPVI_RP_01463
Code AIOT : 0006209385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement LIDL implanté ZA de la Planchette 1 rue Georges Pawlak 57645 Ogy-Montoy-Flanville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action collective 2.2.2 "Entrepôt : Plan de Défense Incendie".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL

- ZA de la Planchette 1 rue Georges Pawlak 57645 Ogy-Montoy-Flanville
- Code AIOT : 0006209385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LIDL exploite une plateforme logistique sur le territoire des communes d'Ogy-Montoy-Flanville et Coincy, initialement soumis à autorisation au titre des rubriques 1510 (Entrepôts couverts) et 1450 (solides facilement inflammables) de la nomenclature des installations classées.

Au titre des ICPE, l'activité est notamment encadrée par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2014-DLP/BUPE-35 du 11 février 2014 ;
- l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/02/2014, article 7.2.7 (partiel)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I. (partiel)	Sans objet
2	Etat des stocks simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I. (partiel)	Sans objet
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23 (partiel)	Sans objet
4	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/02/2014, article 7.3.2 (partiel)	Sans objet
7	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 14 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) relève une non-conformité relative à

l'indisponibilité des quatre robinets d'incendie armés (RIA) : l'exploitant ayant justifié la commande des réparations nécessaires, l'inspection ne propose pas de mise en demeure mais demande à l'exploitant de justifier la levée des observations émises dans le rapport de maintenance des RIA. Il est également demandé à l'exploitant de justifier la levée des observations émises dans le rapport de maintenance des poteaux incendie, qui ne sont pas considérées comme des non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I. (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en œuvre un suivi des stocks informatisé (application SSPD), avec scannage des produits et implémentation de l'état des stocks deux fois par jour.</p> <p>L'état des matières stockées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • prend en compte de manière exhaustive tous les produits stockés ; • précise les mentions de danger ; • précise les classements icpe connexes (classement établi en amont en fonction de la nature des produits à stocker par un service central de l'exploitant) ;

<ul style="list-style-type: none"> est disponible à tout moment, sur support informatique (tablette, PC...), pour les équipes de l'exploitant, y compris : <ul style="list-style-type: none"> - pendant les périodes de fermeture pour les personnels d'astreinte ; - en cas de perte d'utilités, le serveur n'étant pas sur place. est disponible pour les services de secours aux deux entrées pompiers du site, sous une forme simplifiée comportant un plan général des zones de stockages. <p>L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks simplifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I. (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu l'état des stocks simplifié présenté par l'exploitant, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p> <p>Elle note cependant que cet état des stocks utilise certains acronymes (par exemple SLC = Solides liquéfiables combustibles et SC = Solides combustibles) qui peuvent rendre difficile leur lecture par la population. L'exploitant a indiqué par courriel du 12/06/2025 que le tableau SSPD sera modifié pour indiquer la dénomination complète dans la version 4 du logiciel SSPD.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe

<p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le plan de défense incendie transmis par l'exploitant (version avril 2025), comportant les éléments prescrits et mis à dispositions de SDIS aux deux entrées pompiers du site, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien des abords

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu :</p>

- la présence de haies implantées sur une partie du périmètre du site (Est et Sud notamment) et de merlons plantés en limite Sud ;
- le bon état général des abords de l'installation, notamment les espaces verts, contrôlé par sondage au cours de la visite.

L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2014, article 7.2.7 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

[...]

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ce réseau ne pouvant garantir un débit d'eau suffisant, une réserve d'eau d'au moins 600 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et connectée sur les poteaux incendie via un surpresseur pouvant fonctionner en toute occasion (y compris en cas de coupure du réseau électrique) et dès l'ouverture d'un de ses hydrants. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 300 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du réservoir de stockage ;

- d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie dans l'ensemble du bâtiment (hors locaux électriques, chambre froide négative et son plénum), conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur et alimenté par un réservoir d'au minimum 2 350 m³;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations, sur les aires extérieures, à proximité immédiate de chacun des quais et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à

- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel. [...]

Constats :

L'inspection a constaté la présence :

- de 12 poteaux incendie dont les caractéristiques (contrôle par sondage au cours de la visite) et l'implantation (contrôle sur plan et par sondage au cours de la visite) sont conformes à la prescription, alimenté par une cuve de 600 m³ et un surpresseur ;
- d'un système de sprinklage alimenté par une cuve de 480 m³ et un groupe motopompe : par courrier du 12 juin 2014, l'exploitant avait informé le Préfet d'une modification des installations d'extinction automatique d'incendie (réservoir d'eau du système d'extinction automatique de 480 m³ au lieu de 2350 m³). Dans son rapport n°17564 du 28 juillet 2014, l'Inspection avait considéré la modification comme non substantielle au sens de l'article R512-33 du Code de l'Environnement mais que la modification nécessitait d'être encadrée par des prescriptions complémentaires : cette modification sera intégrée dans un prochain projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Vu :

- le rapport de maintenance des RIA du 21/03/2025, émettant des réserves relatives notamment à des vannes non étanches sur les RIA 3, 40 et 83 et à l'indisponibilité des RIA 77 à 80, ce qui constitue une non-conformité : suite à la visite, l'exploitant a transmis le 12/06/2025 un justificatif de commande de prestations visant à corriger les observations supra ;
- le rapport de contrôle des extincteurs du 30/01/2025 établi par une société spécialisée et comprenant des réserves relatives à 2 extincteurs, le rapport d'intervention du 11/02/2025 permettant la levée des réserves supra et le rapport d'intervention du 28/04/2025 relative à la mise en place de 10 extincteurs ;
- le contrôle par sondage des extincteurs et RIA au cours de la visite ;
- le rapport de vérification des poteaux incendie(PI) du 02/10/2024 (intervention du 30/09/2024) établi par un organisme spécialisé, concluant au bon fonctionnement des PI mais émettant des observations, notamment sur la nécessité de dégager les abords de certains PI et l'absence de communication au prestataire du dossier technique de l'installation ;
- les fiches d'intervention, du 22/08/2024 pour les motopompes et du 22/04/2024 pour les surpresseurs ;
- le compte rendu du 27/02/2025 de contrôle semestriel du système d'extinction automatique ;
- le rapport de visite annuelle du système de sprinklage, du 10/03/2025.

L'inspection ne relève de non-conformité que pour l'indisponibilité de quatre RIA.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des actions de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection la levée des observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> émises dans le rapport de maintenance des RIA du 21/03/2025 ; émises dans le rapport de vérification des poteaux incendie du 02/10/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2014, article 7.3.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont [...] entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>[...]</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> le compte-rendu de vérification périodique Q18 du 17/03/2025, concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion ; le compte-rendu de vérification périodique Q19 (vérification d'installations électriques par thermographie infrarouge), concluant que les installations vérifiées sont correctement entretenues et ne présentent apparemment aucun risque d'incendie ; le rapport du 17/03/2025 (intervention le même jour) de vérification périodique complète du paratonnerre, indiquant un état satisfaisant pour tous les points de contrôle ; la maintenance des installations électriques réalisée par l'exploitant : contrôle par sondage de la check-list "foudre" du 28/04/2024 et de la check-list transformateur-batterie de condensateur - TGBT - tableau divisionnaire-chambre froide négative "du 14/04/2024. <p>L'inspection ne relève pas non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Evacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 14 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les comptes-rendus des exercices d'évacuation réalisés le 11/10/2024 et le 13/05/2025, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p> <p>Elle note cependant un délai entre les deux exercices légèrement supérieur à la fréquence prescrite et appelle l'attention de l'exploitant sur le respect de celle-ci.</p>
Type de suites proposées : Sans suite